

Anne-Laure AMILHAT SZARY

PACT-TERRITOIRES (UMR 5038)/ IGA, Grenoble 1

Paru dans la *Revue de Géographie Alpine*, 2003, n°3,
numéro spécial *Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes*.

L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin

RESUME :

On assiste dans les Andes centrales à un processus de rapprochement qui diffère de la dynamique d'intégration commerciale à l'œuvre au sein du MERCOSUR. Des régions périphériques vis-à-vis des pays auxquels elles appartiennent cherchent à s'unir pour lutter contre des faiblesses communes. On explore ici les conditions de ce processus d'intégration liées au contexte historique, politique et commercial de l'évolution du sous-continent latino-américain avant d'en analyser l'impact. L'intégration passe par la multiplication des infrastructures traversantes : celles-ci contribuent-elles à gommer la montagne ou au contraire participent-elles du renouvellement du sens que l'on peut donner à ce type d'espace ?

ABSTRACT

The Central Andes are drawing together, a process which cannot be assimilated with the trade integration at work in the MERCOSUR. Different regions which have in common the fact of being peripheral to their respective countries are attempting to unite to overcome their common weaknesses. This article explores the historical, political and commercial conditions of the integration process concerning the sub-continent before studying its impact. In this case, integration means the multiplication of trans-Andian infrastructures : do they contribute to limiting the disadvantages of mountain conditions or, on the contrary, do they help renewing the meanings that can be given today to this kind of terrain ?

RESUMEN

En los Andes centrales, se observa un proceso de acercamiento regional distinto a la dinámica de integración comercial del MERCOSUR. Regiones periféricas en sus respectivos países intentan unirse para combatir sus dificultades comunes. El artículo explora las condiciones de este proceso de integración, en el contexto histórico, político y comercial latinoamericano antes de centrarse en el impacto de aquél fenómeno. Se constata que la integración pasa por la multiplicación de infraestructuras que atraviesan montañas y fronteras. En ese sentido, surge el siguiente interrogante : esas infraestructuras, ¿contribuyen a borrar la montaña o, por el contrario, permiten la renovación del sentido que se puede atribuir a este tipo de espacio?

Dans le cadre du projet collectif qui nous lie et dont ce numéro de la RGA vient illustrer les premiers résultats, il s'agit de mettre en lumière les formes d'utilisation de la frontière

développées récemment dans les Andes visant à inscrire cet espace dans un système territorial supranational. On s'interroge ainsi sur les conditions du processus de regroupement international inter-régional qui se dessine actuellement au cœur du continent latino-américain, dans une zone périphérique par rapport aux pays les plus puissants du continent et en marge du MERCOSUR. L'intégration dont il s'agit ici est internationale et d'échelle sub-continentale, mais elle met en relation des sous-ensembles régionaux et non des pays dans leur intégralité. Il s'agit donc d'analyser les modalités de regroupement et d'échanges existant entre ces différents partenaires en fonction de l'échelle considérée. Cette perspective nous permettra de mettre en lumière une évolution différenciée du statut accordé aux Andes dans les régions qui les entourent, en fonction de la mobilisation observée autour des projets visant à traverser la frontière. Nous nous proposons d'orienter la réflexion sur l'intégration territoriale vers l'analyse des promoteurs de l'initiative transfrontalière (par qui ?) et de ses destinataires (pour qui ?), posant le problème de la non représentativité des acteurs qui génèrent ces processus et celui de l'hétérogénéité des espaces concernés par ces phénomènes. La réflexion qui va suivre est basée sur un travail de terrain mené plutôt au Chili et en Argentine, elle est donc moins documentée en ce qui concerne les autres partenaires de cette dynamique territoriale, les régions associées boliviennes, péruviennes, paraguayennes et mêmes brésiliennes.

1. L'extension des processus d'intégration continentale sous l'influence des marchés extérieurs

1.1 Intégration et globalisation en Amérique Latine

La problématique d'intégration continentale ne se pose pas tout à fait dans les mêmes termes en Amérique Latine que dans le reste du monde. Nés de la décomposition de deux empires, les pays du continent ont oscillé depuis leur indépendance entre nationalisme et panaméricanisme. Les projets de regroupement supranational sont donc nombreux et de nature très diverse, et si notre projet n'est point ici de les détailler, il est important de positionner les processus contemporains par rapport à cet héritage. Dans la zone qui nous concerne en effet, les rapports internationaux sont tendus, car le Chili a été opposé à ses voisins dans de nombreuses guerres dont les enjeux étaient territoriaux. Si les conflits avec l'Argentine se sont surtout exprimés dans le sud patagonien, dans l'Atacama, les convoitises minières ont débouché sur une guerre à la fin du XIX^e siècle (guerre du Pacifique, 1879/1883-84) au terme de laquelle le territoire chilien s'est agrandi de deux provinces gagnées sur la Bolivie et le Pérou. Le règlement de ce différends n'est toujours pas clos : il n'y a pas à l'heure actuelle de relations diplomatiques entre la Bolivie et le Chili. C'est pourtant dans cette zone que l'on observe aujourd'hui des dynamiques transfrontalières étonnantes.

La précédente tentative de rapprochement international remonte aux années 1950 et 1960, sous l'égide des Nations Unies, de la CEPAL et de la BID. La construction de routes transandines avait alors été amorcée, notamment celle qui devait relier La Paz à Arica, port chilien qui est le débouché officiel de la Bolivie depuis que la guerre du Pacifique a privé ce pays d'accès à la mer. Ces projets avaient alors obtenu des financements de la BID (Banque Interaméricaine de Développement). Mais ils furent freinés par l'arrivée au pouvoir de dictatures dans les pays concernés au tournant des années 1960-70 et par le sursaut nationaliste qui en découla : le Chili se retira du Pacte Andin en 1976, et on se trouva dans une situation proche de la déclaration de guerre entre le Chili et le Pérou à l'occasion du centenaire de la guerre du Pacifique en 1979 ; la frontière entre Chili et Bolivie fut même

minée à cette époque. Les relations ne se perdirent pas complètement, elles furent en revanche totalement livrées à l'initiative privée

Les transitions démocratiques dans les pays concernés et l'ouverture de leurs économies expliquent conjointement les progrès d'une construction subrégionale plus institutionnelle. Les évolutions contemporaines sont également liées au positionnement du cône sud dans le processus de globalisation. Elles sont d'ordre politique, dans la mesure où les pays concernés ont fait le choix d'une économie ouverte sur le jeu des marchés. Ce sont aussi des processus stratégiques puisque l'ouverture de l'économie mondiale a récemment transformé le statut du Pacifique, érigé au rang de bassin structurant dans les échanges mondiaux : on assiste au repositionnement géopolitique de ce qui n'était jusqu'alors que l'extrémité australe de l'ensemble continental américain. Le Chili est d'ores et déjà membre de l'APEC, et le Japon son deuxième client en 1996.

1.2 Le MERCOSUR sur ses marges : façade pacifique et « corridors biocéaniques »

Les régions qui nous intéressent sont à la marge des grandes initiatives d'intégration continentale, qu'il s'agisse du nord-ouest de l'Argentine, du nord du Chili, du sud du Pérou ou du sud-est de la Bolivie. Elles-mêmes se proclament « union des périphéries du centre-sud du cône sud ». Il est particulièrement remarquable d'y observer une dynamique de regroupement en cours d'institutionnalisation motivée par la prise de conscience du partage d'un handicap face aux centres traditionnels. Ce sursaut est né de la confrontation d'une analyse classique de l'espace continental aux perspectives offertes par les reconfigurations géo-politico-économiques contemporaines.

Dans un souci d'image, ces régions se sont aussi donné un sigle (qui est loin d'être entériné) celui de « ZICOSUR », zone d'intégration du Centre Ouest d'Amérique Latine. Il a le mérite de positionner cette construction régionale en marge du grand MERCOSUR dont il imite la consonance. Il ne s'agit pourtant ni d'un grand marché ni d'une nouvelle institution, mais d'une appellation autoproclamée que se sont donnée les représentants des différentes régions qui la composent. Celle-ci doit porter un projet de territoire qui n'est pour l'heure qu'en cours de négociation.

Leur situation géographique est à la fois floue dans son positionnement (entre le « centre-sud » du cône sud et le « centre ouest » du continent), et très affirmée dans sa revendication : les espaces concernés partagent le fait d'être excentrés par rapport à leurs capitales respectives, mais néanmoins proches du barycentre du sous-continent. Elles sont à cheval sur l'Altiplano, partie des Andes où la cordillère est la plus large mais aussi celle où les montagnes sont assez faciles à traverser. La façon dont la géographie est mobilisée dans l'argumentaire de ce projet de territoire se veut offensive : « la géographie fait partie de certains avantages comparatifs d'un pays et nos 4000 km de côtes sur le Pacifique nous obligent à penser à une modalité en fonction de laquelle nous puissions tirer parti de cette localisation géographique dans le but de convertir le Chili en une sorte de pont entre le sud-est asiatique et le reste des pays d'Amérique Latine » proclamait en 1995 celui qui devait devenir président du Chili quatre ans plus tard, Ricardo Lagos. Les périphéries du cône sud se sont appropriées cette rhétorique au point d'en faire l'assise de leurs perspectives de développement.

La prospective est en train de se faire idéologie territoriale : les routes transandines en cours de construction sont conçues comme les segments de « corridors biocéaniques » destinés à relier les deux façades Pacifique et Atlantique de l'Amérique Latine au profit des régions traversées. Le projet est paradoxal puisque, s'appuyant sur la globalisation commerciale, il ne

s'agit pas de renverser la littoralisation des hommes et activités mise en place depuis la conquête espagnole et renforcée ces dernières années. Il envisage toutefois d'insérer l'intérieur, et ses montagnes andines en particulier, dans le système Monde. Le processus est balbutiant, il n'en est pas moins remarqué par les habitants et leurs dirigeants, qu'il s'agisse de le promouvoir ou de le dénoncer, ainsi que par les chercheurs connaissant cette partie du continent. Il si rapide qu'il est difficile à décrire et que la bibliographie sur ce sujet est encore limitée, et surtout, ses impacts sont très différenciés. Sa compréhension impose une analyse des segments de la population qui sont porteurs de ce projet ainsi qu'une lecture multiscale de ses impacts sur le territoire.

2. Quelle place pour les collectivités locales dans une intégration portée par les acteurs privés ?

1.1 Les entrepreneurs pionniers

Du fait des défauts des processus de représentation politique dans les régions considérées, on assiste à la multiplication des prises de position sur le thème transfrontalier émanant de groupes de pouvoir ayant une assise régionale plus ou moins ancienne plutôt qu'à une dynamique de développement régional fondée sur une initiative réellement locale. La place du territoire dans ces discours dominants et la multiplication de projets politiques mettant le territoire au premier plan nous paraît néanmoins intéressante pour comprendre le renouveau du jeu des acteurs dans le fonctionnement des collectivités territoriales en présence, et notamment celui des Régions chiliennes que nous avons le mieux étudiées.

Suite aux échecs des politiques officielles menées dans les années 1950-60, pendant les années 1970, les prises de contact se multiplièrent et les chambres de commerce bilatérales furent amenées à jouer un rôle important. Elles organisèrent des foires internationales dont la fréquence se régularisa peu à peu : suite à la première foire internationale agro-industrielle du Nord Argentin (FERINOA) qui eut lieu en novembre 1974 à Salta, celles-ci s'internationalisèrent. Lors de la deuxième foire (novembre 1975 - Salta) se tenait la première rencontre pour l'intégration : le *Primer Encuentro para la Integración Económica Fronteriza y Latinoamericana*. Celle-ci déboucha sur l'accord de Salta, texte qui insistait sur la nécessité de réactiver une structure déjà existante, le *Comité Empresarial del Area de Capricornio*. Il fut ainsi décidé de la constitution d'un « groupe de travail international » de statut privé, dont le secrétariat serait basé à Salta. C'est lors de la troisième réunion du groupe (Asunción, juin 1977) qu'un nom définitif fut adopté : le groupe s'appellerait désormais le GEICOS, « Groupe d'entrepreneurs interrégional du Centre Ouest sud-américain »¹ (accord d'Asunción). Ce groupe fonctionne encore aujourd'hui et en sont membres le sud-est bolivien, le Paraguay dans son ensemble, le Noroeste argentin et le Norte Grande chilien, ainsi que le sud péruvien qui à l'origine ne participait que comme observateur. Les réunions ont lieu dans les différents pays membres, et la présidence du GEICOS est tournante.

D'autres petits groupes bi-nationaux, mettant en liaison surtout des chefs d'entreprise ou des personnes engagées à titre personnel dans les échanges commerciaux au sein de cette zone, ont alors vu le jour. C'est de l'ensemble de ces initiatives assez éclatées qu'a surgi l'idée de la structuration plus formelle d'une union territoriale entre les zones périphériques des pays du nord du Cône sud.

¹ *Grupo de Empresarios Interregional del Centro-Oeste Sudamericano.*

1.2 Les déséquilibres des négociations actuelles

Les initiatives locales ont été relayées par les gouvernements régionaux et nationaux au cours des années 1990. Sont ainsi apparus entre le Chili et l'Argentine des «Comités de frontière» qui réunissent de façon régulière des représentants des régions qui se font face par rapport à la ligne frontière. La discussion engage un travail par groupes de discussion thématiques chargés des différents aspects de l'intégration (infrastructures, réglementation sanitaire sur les produits agricoles, éducation, etc.). Ces comités, organisés par les gouvernements locaux, sont encadrés par les ministères des Affaires Etrangères des pays concernés, en ce qu'ils participent de fait à la construction de la politique extérieure contemporaine. Ils ont de plus l'avantage de mêler acteurs publics et privés dans un cadre de discussion plutôt que de négociation. Leur succès explique la régularité de ces manifestations, qui sont désormais annuelles entre le *Norte Grande* chilien et le *Noroeste* argentin par exemple.

Certains gouvernements régionaux chiliens ont souhaité pérenniser leur travail sur ce thème : ils ont ainsi créé en leur sein des «secrétariats régionaux d'intégration». Cette structure se calque sur les secrétariats régionaux ministériels (c'est-à-dire sur la forme de représentation dans les Régions des membres du gouvernement central) alors qu'il n'existe pas encore au niveau central de ministre de l'Intégration. On assiste bien ici à une innovation institutionnelle, quelles que soient les limites et les critiques que l'on peut apporter à cette nouvelle branche des administrations territoriales. L'appellation même de «ZICOSUR» est née en grande partie de l'initiative de ces Secrétaires Régionaux d'Intégration.

C'est autour de la définition des partenaires de ce processus qu'on peut en saisir à la fois la nature et les limites. La perspective internationale est de fait périphérique des problèmes sociaux rencontrés dans le nord du Chili et ne concerne que les secteurs les plus en pointe de son économie, il s'agit donc d'un processus relativement élitiste. Il a cependant d'ores et déjà modifié les comportements politiques et le jeu institutionnel au niveau régional, illustrant des possibilités de décision et d'action inédites.

Les déséquilibres sont nombreux et remarquables. Tout d'abord, le processus n'atteint pas le même degré d'institutionnalisation dans l'ensemble des pays concernés, témoignant à la fois de l'inertie des structures politiques et administratives mais aussi du degré d'intégration de cette préoccupation dans les politiques régionales. Surtout, bien que marquée par les initiatives des acteurs périphériques, la dynamique transfrontalière reste un problème de politique extérieure, du ressort des gouvernements centraux. La décrispation des relations au niveau supérieur est certainement liée à la multiplication des initiatives locales, et elle peut en retour les nourrir. Ainsi la récente signature d'un traité minier bilatéral entre l'Argentine et le Chili participe de façon non négligeable au renforcement des échanges entre *Norte Grande* et *Noroeste*, aux côtés des négociations inter-régionales existantes.

Dans ce cadre, marqué par l'influence des acteurs privés et celui des gouvernements centraux, on est en droit de s'interroger sur la marge de manœuvre réelle des collectivités régionales dans le rapprochement transfrontalier. Toute réponse unilatérale est vaine, on ne peut sans doute que rapporter la diversification des processus en cours et montrer que la place de projets transfrontaliers dans certaines initiatives locales comme au sein de l'*Asociación de Municipales del Interior de la Primera Región*, ensemble de communes rurales et montagnardes du nord de l'Atacama chilien témoigne de l'élargissement du cercle de la négociation territoriale autour de l'instrumentalisation des dynamiques transfrontalières. Ceux qui la brandissent n'en sont pas pour autant les bénéficiaires directs, et l'intégration dans les périphéries du cône sud permet au contraire de mettre en évidence les échelles de l'impact des processus transfrontaliers.

3. Traverser la montagne : l'intégrer ou la gommer ?

3.1 Le progrès des infrastructures traversantes

On pourrait discuter longtemps sans doute de la mesure des dynamiques transfrontalières sur les marges du MERCOSUR, tant au niveau des mobilités que des pratiques politiques ou des investissements à l'étranger et des échanges commerciaux croisés : il est difficile de quantifier ces évolutions. Un constat en revanche s'impose, l'intégration matérielle progresse bel et bien : en moins d'une dizaine d'années, l'espace concerné par ces évolutions a été profondément transformé, notamment par le progrès des infrastructures traversantes qui en renouvellent la desserte.

Trois routes ont été construites entre le Pacifique et la frontière, se prolongeant pour l'une d'entre elle vers La Paz (via le lac Chungara), pour l'autre à Oruro (via Colchane) et pour la dernière vers Jujuy (via le col de Jama). Seule la liaison avec La Paz est aujourd'hui totalement asphaltée, les travaux avancent rapidement sur les autres. Pour la liaison Chili / Argentine du col de Jama, la décision de lancement des travaux fut prise en 1995 et la partie chilienne fut réalisée avant même la date fixée, en 1999. Ces infrastructures routières se doublent d'infrastructures énergétiques importantes : dans le même temps, deux gazoducs ont été construits sur des tracés presque parallèles, pour l'approvisionnement en électricité des grandes mines chiliennes depuis les réserves minières argentines.

Au débouché de ces percées andines, les ports du Pacifique offrent pour l'instant des capacités limitées (5 millions de tonnes pour l'ensemble des ports chiliens publics, auxquels il faut ajouter la capacité de nombreux terminaux privés qui doublent le volume de marchandises traitées). Des projets sont en cours pour leur modernisation et leur agrandissement, voire pour la création d'un nouveau site portuaire dans la baie de Mejillones au service des échanges entre l'Asie et l'hinterland élargi.

Le point d'achoppement du système de transport est le chemin de fer, qui repose sur un réseau ancien, construit pour l'exploitation des productions minières de la zone. Il ne concerne plus aujourd'hui que le transport de marchandises, ce qui est pourtant fondamental dans la perspective des dynamiques commerciales qui doivent fonder la ZICOSUR. Mais l'écartement des voies est variable selon les lignes, et celles-ci sont vétustes. L'ensemble du réseau ferré de la zone est en pleine restructuration : les lignes qui ne sont pas fermées sont privatisées. Le rachat par les mêmes groupes de réseaux dans l'ensemble des pays concernés peut cependant contribuer à son intégration.

3.2 La polarisation urbaine des impacts de l'intégration

L'approvisionnement en électricité n'est toujours pas assuré dans tous les villages de la *puna* qui sont sur le tracé des gazoducs, ce n'était pas prévu... Le progrès du maillage du territoire observé sur des cartes à grande échelle ne doit pas faire oublier que l'intégration à l'œuvre dans cette zone apparaît comme un processus très inégal, voire inégalitaire. La mise en réseau du territoire y est de nature compétitive.

Dans un premier temps, l'analyse des espaces considérés montre la tendance, récemment accrue, à la concentration des hommes et des activités les plus lucratives. Dans le nord chilien, zone extrêmement aride, cette polarisation ne fait qu'accentuer le schéma antérieur d'organisation de l'espace. Le rapport urbain / rural y était traditionnellement très déséquilibré en faveur du premier, cependant, le fait que les villes de la côte représentent aujourd'hui plus de 80% de la population transforme le visage de la région, plaçant l'ensemble de la zone sous la domination de pôles littoraux éloignés. Dans le nord-ouest argentin, la situation apparaît à

première vue plus nuancée : l'espace rural est voué pour une grande partie à la grande exploitation agricole, pour la culture du tabac, des agrumes et du sucre. Les enjeux de sa mise en valeur sont donc radicalement différents. Mais la crise de la commercialisation de ces produits traditionnels dans le contexte d'une compétition ouverte a provoqué des transformations rapides de l'espace, liés à une recherche d'accroissement de la productivité qui passe par la réduction du nombre de travailleurs agricoles permanents. Les migrations plus nombreuses vers les villes, au niveau provincial voire fédéral, ébauchent des phénomènes accrus de polarisation. Dans ces régions marquées dans l'ensemble par de relativement faibles densités, la polarisation accrue de l'espace confine à une situation d'archipel.

La polarisation est d'autant plus remarquable qu'elle est sélective. Toutes les villes de la zone ne sont pas concernées par une dynamique d'intégration qui se révèle très sectorielle. Hors des perspectives de développement minier et de transit de marchandises, l'intégration offre des perspectives de développement commercial. Au Chili, celui-ci repose sur l'aire de chalandise de la zone franche d'Iquique ; dans les pays voisins, des projets de nouvelles zones franches sont à l'étude, ainsi dans les environs de Jujuy. L'enjeu pour Jujuy est de taille : il s'agit de la première ville au débouché de la route de Jama, une des infrastructures de qualité de la zone. Il semblerait cependant que jusqu'à aujourd'hui, ce soit la ville de Salta, plus au sud, qui sache mieux tirer avantage de cette percée transandine : Salta dispose d'un tissu industriel et commercial plus développé, il s'agit d'une ville plus riche aussi. La dynamique d'intégration serait finalement plus sensible à une plus grande distance de la frontière, ce qui amène à s'interroger sur la localisation des impacts de l'intégration, voire à repenser la définition de région transfrontalière. Mieux vaudrait savoir bien utiliser la frontière que d'en être proche et capable de la traverser souvent ?

Dans un deuxième temps il faut chercher à nuancer ce processus de polarisation. Ces régions en marge du MERCOSUR en sont aussi des portes d'entrée, comme en témoignent les flots de migrants boliviens qui entrent en Argentine par sa frontière nord-ouest : en quelques années s'est ainsi développée une ville satellite de plusieurs centaines de milliers d'habitants à Jujuy, Alto Comedero, peuplée de migrants de la province et de Bolivie qui ne trouvent pas dans le Noroeste ce qu'ils espéraient y trouver. L'intégration offre des perspectives attractives alors qu'elle fonctionne de façon très sélective.

Conclusion

Il apparaît que ces territoires qui émergent à l'issue du processus d'intégration transfrontalière étudié sont souvent assimilés aux acteurs dominants, l'ensemble des populations concernées n'étant susceptibles d'intervenir dans les processus identitaires que dans un deuxième temps. Selon la distinction opérée par J.-F. Bayart, l'identité officielle ou juridique peut certes être promue par des réformes administratives (comme la « régionalisation » au Chili) ou par des initiatives diplomatiques (MERCOSUR), elle ne recouvre pas pour autant l'identité symbolique d'une communauté. Les phénomènes d'intégration régionale, et les collaborations transfrontalières de façon plus générale, apparaissent comme des objets territoriaux susceptibles de bien mettre en évidence cette construction socio-spatiale différentielle, que l'on peut qualifier aussi de mode de territorialisation inégale. On y distingue la construction territoriale rhétorique, menée par les acteurs dominants, de la transformation du vécu de l'ensemble des habitants concernés par la mise en place progressive de ces territoires de projet.

Le nombre d'habitants de la zone andine qui traverse la frontière n'a pas augmenté dans des proportions, sauf pour certaines catégories de la population dont le rôle est fondamental malgré leur faible représentativité, comme les commerçants Aymaras (L. Juge, 2003). La

courbe des flux de marchandises croît régulièrement ces dernières années, très loin cependant des projections sur lesquelles se base la rhétorique des promoteurs des «corridors biocéaniques». Les possibilités de traverser la montagne se cependant sont démultipliées pendant la période étudiée, entraînant une remise en cause des représentations de ce lieu conçu non plus comme un obstacle mais comme un espace du possible, comme le support de liens et de réseaux.

Cette analyse permet d'aller au-delà de l'observation de la concentration des effets territoriaux induits par l'insertion dans un modèle d'économie en prise avec la globalisation. On observe certes que la polarisation renforce des déséquilibres existants ou participe d'une différenciation socio-spatiale accrue des territoires. L'ensemble des réactions aux stimulations de la mondialisation se produit de façon préférentielle dans des villes ou ensembles urbains de taille relativement importante, ce qui se vérifie aussi dans cette région qui se structure de part et d'autre des Andes. Cela n'entraîne pas pour autant la négation des espaces intermédiaires qui sont instrumentalisés par les acteurs dominants, installés le plus souvent dans ces pôles urbains désormais mis en réseau dans un processus de rapprochement fonctionnel de points d'excellence du territoire. Intégrer la montagne, est-ce pour autant la gommer en niant sa spécificité ? Les réponses à ce questionnement ne sont pas univoques : si les nouvelles routes qui traversent les Andes cherchent à effacer la contrainte du relief pour permettre l'essor des échanges commerciaux, les projets qui accompagnent les transformations des espaces traversés tendent à reconstruire de nouvelles représentations de la montagne, zone de contacts, lieu de la connexité. Son utilisation instrumentalisée participe de la définition d'un nouveau statut de la montagne, dans les Andes comme dans les Alpes, selon des modalités différentes que nous cherchons ainsi à préciser.

Bibliographie indicative

ALBECK, M.E., CONTI, V., RUIZ, M., 2003, «Etre les oasis d'Atacama et la Puna de Jujuy : voies de communication et mobilité dans la longue durée», *Andes-Himalaya-Alpes, Histoire des Alpes 2003/8*, p. 79-98

AMILHAT SZARY A.-L. (1999) : *La région, paradoxe territorial néolibéral ? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*, Doctorat Nouveau Régime, sous la direction de C. Bataillon, Université Toulouse II - Le Mirail, 509 p.

BENEDETTI, A., 2003, « Les effets de l'incorporation. Transformations territoriales et réorganisation de l'habitat à Jujuy, République d'Argentine, durant le XXème siècle », *Andes-Himalaya-Alpes, Histoire des Alpes 2003/8*, p. 99-123

BONNEMAISON J. et CAMBREZY L., 1996, «Le lien territorial entre frontières et identités », *Géographie et Cultures*, n° 20, Paris, L'Harmattan, pp. 7-18.

BAYART, J.-F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 306 p

DEBUYST F. (1998) : «Espaces et identités : propositions interprétatives», in DEBUYST Frédéric et YÉPEZ DEL CASTILLO Isabel (dir.), *Amérique Latine. Espaces de pouvoir et identités collectives*, Louvain / Paris, Academia Bruyland / L'Harmattan, p. 13-37.

GRATALOUP C., 1999, « Représenter-penser un Monde mondialisé », *L'Espace Géographique*, n° 1, tome 28, pp. 13-22.*

GRENIER Ph., 1988, « L'effet-frontière dans l'utilisation et l'organisation de l'espace des Andes argentines », *Revue de Géographie Alpine*, t. LXXXVI, 1988/1, p. 7-44

GRASLAND C., FRANCOIS, J.-C./ entretien avec R. Brunet, 1997., « La discontinuité en géographie : origines et problèmes de recherche », *L'espace géographique*, 1997/4, p. 297-308

JUGE, L., 2003, *Mobilité, frontière et territoires commerçants dans les Andes Centrales*, Université de Grenoble 1, mémoire de DEA sous la direction d'A.-L. Amilhat Szary.

LAGOS, R., 1995, "Discours inaugural", in Ministerio de Obras Públicas (MOP) - Dirección de Planeamiento, *Potencialidades de Integración en América Latina; corredores bioceánicos : expectativas y realidades. Séminaire CEPAL, 11 décembre 1995*, Santiago

NOA – Norte Grande. Crónica de dos regiones integradas, 1999, Santiago : Embajada de Chile en Argentina / CMS Energy 213 p.

RAFFESTIN C., 1974, « Eléments pour une problématique des régions frontalières », *L'Espace Géographique* n°1, p.12-18.

RAFFESTIN C., 1990 « La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique », in *Limites et région : « étude des phénomènes transrégionaux, Cahiers géographiques* n° 3, Département de Géographie de l'Université de Genève, p.17-26

RIVIERE D'ARC H. (1991) : « Du national au particulier : le débat sur la décentralisation dans trois pays d'Amérique Latine », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 11, p. 7-22.

VIARD J., 1994, *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, coll. « Monde en cours » Série « Territoires et Sociétés », 127 p.

ZAPATA F. (1992) : *Atacama, desierto de la discordia, Minería y política internacional en Bolivia, Chile y Perú*, México, El Colegio de México (Centro de Estudios Internacionales / Centro de Estudios Sociológicos), 178 p. Collection "Ensayos".